

# MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

## RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

(Non vérifié)

Pour la période de trois mois  
terminée le 30 juin 2016

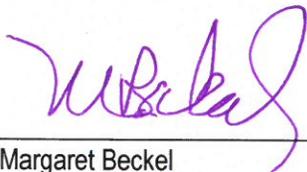
## TABLE DES MATIÈRES

Attestation des cadres supérieurs.....	3
États financiers.....	4
Rapport de gestion.....	16
Analyse des risques.....	18

## ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS

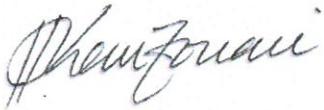
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



---

Margaret Beckel  
Présidente-directrice générale



---

Ikram Zouari, CPA, CGA  
Directrice des finances par intérim

Ottawa, Canada  
Le 23 août 2016

## État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	au 30 juin 2016	au 31 mars 2016
<b>Actif</b>		
À court terme		
Trésorerie	9 614	8 444
Trésorerie affectée	667	775
Créances		
Clients	415	519
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	215	527
Frais payés d'avance	886	770
	11 797	11 035
Collections	1	1
Immobilisations (note 3)	187 671	189 136
	<b>199 469</b>	<b>200 172</b>
<b>Passif</b>		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	2 462	2 573
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	1 265	449
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	810	791
Produits et apports reportés (note 5)	793	950
Avantages sociaux futurs	283	319
	5 613	5 082
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	26 635	26 845
Financement des immobilisations reporté (note 6)	171 940	173 154
Avantages sociaux futurs	2 980	2 980
	<b>207 168</b>	<b>208 061</b>
<b>Déficit accumulé</b>		
Non affecté	4 015	3 765
Investissement en immobilisations	(11 714)	(11 654)
	<b>(7 699)</b>	<b>(7 889)</b>
	<b>199 469</b>	<b>200 172</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État des résultats pour la période de trois mois terminée le 30 juin (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Produits</b>		
Droits d'entrée et des programmes (note 9)	1 120	1 267
Opérations auxiliaires (note 10)	360	425
Apports (note 11)	315	300
Intérêts	28	25
Divers	163	189
	<b>1 986</b>	<b>2 206</b>
<b>Charges (note 13)</b>		
Inspiration et engagement	2 405	2 396
Entretien et accessibilité des collections	558	690
Recherche et découverte	945	1 077
Services de soutien interne	1 179	1 048
Édifices et terrains	4 487	4 504
	<b>9 574</b>	<b>9 715</b>
<b>Résultats d'exploitation nets avant financement public</b>	<b>(7 588)</b>	<b>(7 509)</b>
Crédits parlementaires (note 8)	7 778	7 952
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>190</b>	<b>443</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État de l'évolution du déficit accumulé (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>Non affecté</b>	<b>Investi en immobilisations</b>	<b>au 30 juin 2016</b>	<b>au 31 mars 2016</b>
Déficit accumulé au début de l'exercice	3 765	(11 654)	(7 889)	(8 792)
Résultats d'exploitation nets	190	-	190	903
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	60	(60)	-	-
<b>Déficit accumulé à la fin de la période</b>	<b>4 015</b>	<b>(11 714)</b>	<b>(7 699)</b>	<b>(7 889)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Un état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté puisqu'il n'y a pas de gains ni de pertes de réévaluation.

## État des flux de trésorerie pour la période de trois mois terminée le 30 juin (Non vérifié)

(en milliers de dollars)

	2016	2015
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Encaissements - clients	1 837	1 936
Encaissements - crédits parlementaires	6 855	6 545
Décaissements - personnels	(2 497)	(3 546)
Décaissements - fournisseurs	(3 639)	(3 581)
Intérêts reçus	38	37
Intérêts payés	(684)	(702)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de fonctionnement</b>	<b>1 910</b>	<b>689</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition d'immobilisations	(658)	(487)
<b>Flux de trésorerie nets utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>(658)</b>	<b>(487)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(190)	(172)
<b>Flux de trésorerie nets utilisés pour des activités de financement</b>	<b>(190)</b>	<b>(172)</b>
<b>Augmentation de la trésorerie et de la trésorerie affectée</b>	<b>1 062</b>	<b>30</b>
Trésorerie au début de la période	8 444	7 440
Trésorerie affectée au début de la période	775	855
<b>Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période</b>	<b>10 281</b>	<b>8 325</b>
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	<b>9 614</b>	<b>7 499</b>
<b>Trésorerie affectée à la fin de la période</b>	<b>667</b>	<b>826</b>
<b>Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période</b>	<b>10 281</b>	<b>8 325</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

### 1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*, le 1<sup>er</sup> juillet 1990. Elle est une société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif (OSBL) du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est indiquée ci-dessous :

- **Inspiration et engagement**  
La Société élabore et entretient des expositions, des programmes, le site internet **nature.ca**, des publications électroniques et imprimées, des activités de génération de produits et d'autres activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.
- **Entretien et accessibilité des collections**  
La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature.
- **Recherche et découverte**  
La Société explore le passé et aide les Canadiens à préparer l'avenir grâce à des activités de systématique et de recherche appliquée ainsi qu'à l'établissement et à la sauvegarde de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux.
- **Services de soutien interne**  
La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de responsabilisation et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat, y compris la gouvernance, l'orientation stratégique, les services intégrés, la mesure du rendement de la Société et les rapports au Parlement.
- **Édifices et terrains**  
La Société fournit des installations sécuritaires et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences de sécurité et des codes du bâtiment, y compris l'Édifice commémoratif Victoria rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat de la Société.

### 2. Principales conventions comptables

#### A) Base de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public (NCSP) et reflètent l'application de la Section 4200 relative aux OSBL du secteur public.

#### B) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux NCSP, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la juste valeur marchande des spécimens donnés aux fins des collections. Les montants réels pourraient différer de façon significative des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et si des ajustements s'avèrent nécessaires, ils seront constatés dans les états financiers de l'exercice où ils deviennent connus.

## C) Collections

La Société détient et conserve une collection inestimable d'objets d'histoire naturelle pour le bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ces collections figurent à l'état de la situation financière comme un élément d'actif comptabilisé à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné la difficulté à déterminer une valeur appropriée pour ces actifs. Les spécimens achetés aux fins des collections sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

## D) Immobilisations

- Les immobilisations sont comptabilisées au coût, y compris le matériel, l'équipement et les autres charges destinés à la conception et au développement d'expositions permanentes.
- Les immobilisations inscrites comme locations-acquisitions sont initialement comptabilisées selon la valeur actualisée des paiements minimaux de loyer au début du bail.
- Le terrain et l'édifice, propriétés du gouvernement du Canada, et sous le contrôle de la Société, sont comptabilisés à leur coût estimatif.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire en utilisant des taux fondés sur la durée de vie utile estimative des actifs à l'exception des améliorations locatives qui sont amorties de façon linéaire sur la période la plus courte entre la durée du contrat de bail et la durée de vie utile de l'actif.

Immobilisation	Durée de vie
Édifice commémoratif Victoria	40 ans
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 ans
Cabinets de collection et de rayonnages	35 ans
Matériel de bureau et ameublement Matériel général Expositions permanentes Matériel de recherche	10 ans
Améliorations à l'édifice	5 à 25 ans
Améliorations locatives	5 ans à la fin de la durée du bail
Matériel informatique	3 ans

Lorsque les conditions indiquent qu'un actif ne contribue plus à la capacité du Musée à fournir des services, le coût de l'actif est réduit à sa valeur résiduelle le cas échéant.

## E) Avantages sociaux futurs

### i) Régime de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société est couverte par le régime de retraite de la fonction publique (le «Régime»), un régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du Régime. Par conséquent, les contributions sont comptabilisées comme une charge de l'exercice où les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

### ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, telles que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains et pertes actuariels sont amortis selon l'estimation de la durée moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés.

Suite à diverses circonstances, la Société comptabilisera des indemnités de départ dans la période où l'événement se produira.

### iii) Indemnités de congés de maladie

La Société donne des congés de maladie aux employés qui s'accumulent, mais qui ne s'acquiescent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services par rapport aux prestations. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation que font les employés en service des droits de congé de maladie. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante des employés actifs visés par ces prestations de congé de maladie.

## F) Constatation des produits

### i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et produits divers

Les produits qui proviennent des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des produits divers sont constatés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des produits reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et services.

### ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus d'individus, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont constatés comme produits à l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports avec affectations d'origine externe pour des projets ou des charges spécifiques sont reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont encourues.

Les produits financiers relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme produits reportés et ensuite constatés comme produits à l'état des résultats dans l'année fiscale au cours duquel les charges connexes sont engagées.

### iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Des commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est reconnue si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et aurait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens donnés aux fins des collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été établie au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal de l'objet à la Société a eu lieu.

### iv) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada fournit du financement à la Société grâce à des crédits parlementaires.

- Les crédits parlementaires pour les charges de fonctionnement sont constatés comme produits au cours de l'exercice pour lequel ils sont approuvés.
- Les crédits parlementaires affectés à l'achat d'immobilisations amortissables sont reportés à titre de produits, apports et crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des crédits parlementaires utilisés lors de l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produits à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.
- Les crédits parlementaires affectés à des charges spécifiques sont reportés comme produits, apports et crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

La Société a l'obligation de faire rapport sur l'utilisation des crédits dans son rapport annuel.

## G) Prestations de services des bénévoles

Les bénévoles consacrent un grand nombre d'heures chaque année. Puisqu'il est difficile d'évaluer leur juste valeur, la prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

## H) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût. Les actifs financiers incluent la trésorerie, la trésorerie affectée, et les créances alors que les passifs financiers incluent les créditeurs et charges à payer.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute baisse permanente de la valeur est présentée à l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments dans le coût lorsqu'ils sont initialement constatés.

### I) Ventilation des charges

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

## 3. Immobilisations

(en milliers dollars)

	30 juin 2016			31 mars 2016		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	627	-	627	627	-	627
Édifice commémoratif Victoria	204 726	45 170	159 556	204 727	43 920	160 807
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	20 080	14 960	35 040	19 833	15 207
Améliorations locatives	9 630	6 017	3 613	9 630	5 932	3 698
Expositions permanentes	4 301	1 800	2 501	4 024	1 693	2 331
Améliorations à l'édifice	3 792	1 773	2 019	3 747	1 678	2 069
Cabinets de collection et rayonnages	3 840	2 097	1 743	3 840	2 070	1 770
Matériel informatique	1 750	1 369	381	1 742	1 312	430
Matériel de bureau et ameublement	1 490	1 155	335	1 490	1 135	355
Matériel de recherche	2 290	2 041	249	2 290	2 028	262
Matériel général	357	157	200	357	150	207
Travaux en cours - Expositions	1 487	-	1 487	1 373	-	1 373
	<b>269 330</b>	<b>81 659</b>	<b>187 671</b>	<b>268 887</b>	<b>79 751</b>	<b>189 136</b>

La charge d'amortissement pour l'exercice est de 1 910 000 \$ (30 juin 2015 – 2 083 000 \$). Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, la Société n'a pas vendu ou mis hors service une immobilisation.

## 4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur le terrain de la Société, situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031, suite à l'utilisation par la Société de son droit d'achat de l'édifice pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>		<b>30 juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Total des versements minimaux futurs	(1)	52 500	54 250
Déduire : intérêts implicites		(25 055)	(26 614)
<b>Valeur actualisée de l'obligation financière</b>	(2)	<b>27 445</b>	<b>27 636</b>
Tranche à court terme		810	791
Tranche à long terme		26 635	26 845
		<b>27 445</b>	<b>27 636</b>

- (1) Le total des sommes à payer en vertu du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.
- (2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, en se basant sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 29 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés pour chaque exercice comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Par la suite</b>
Versements minimum futurs	2 625	3 500	3 500	3 500	3 500	35 875

## 5. Produits et apports reportés

Les produits et apports reportés sont comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Apports reportés de sources non gouvernementales	495	604
Produits reportés – prestation de biens et services	298	346
	<b>793</b>	<b>950</b>

Les changements aux produits et apports reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Solde au début de la période	950	1 593
Ajout :		
Apports affectés reçus	38	552
Produits reportés pour la prestation de biens et services	144	772
	182	1 324
Moins :		
Apports affectés constatés	(146)	(629)
Crédits parlementaires affectés dépensés	-	(516)
Produits reportés pour la prestation de biens et services constatés	(193)	(822)
	(339)	(1 967)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>793</b>	<b>950</b>

## 6. Financement des immobilisations reporté

Le financement reporté afférent aux immobilisations représente la tranche des crédits parlementaires et des apports de sources non gouvernementales utilisés pour l'achat d'immobilisations amortissables.

Le financement des immobilisations reporté se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Utilisé pour l'achat :		
Financement des immobilisations reporté provenant d'apports de sources non gouvernementales	2 133	2 101
Financement des immobilisations reporté provenant des crédits parlementaires	169 807	171 053
	<b>171 940</b>	<b>173 154</b>

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

<i>(En milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Solde au début de la période	173 154	177 224
Ajout : Acquisitions d'immobilisations	446	2 718
Moins : Disposition d'immobilisations	-	(2)
	446	2 716
Moins montants constatés comme produits :		
Apports	(82)	(326)
Crédits parlementaires	(1 578)	(6 460)
	(1 660)	(6 786)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>171 940</b>	<b>173 154</b>

## 7. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 Juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Immobilisations	187 671	189 136
Moins montants financés par :		
Contrat de location-acquisition	(27 445)	(27 636)
Financement des immobilisations reporté	(171 940)	(173 154)
	<b>(11 714)</b>	<b>(11 654)</b>

La variation nette dans l'investissement en immobilisations est calculée comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 Juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Acquisitions d'immobilisations	446	2 716
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	190	717
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(446)	(2 716)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	190	717
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 660	6 786
Amortissement des immobilisations	(1 910)	(7 790)
<b>Variation nette dans l'investissement en immobilisations</b>	<b>(60)</b>	<b>( 287)</b>

## 8. Crédits parlementaires

Pour remplir sa mission, la Société compte sur le financement du gouvernement, qui se présente comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>30 juin 2015</b>
<b>Crédits parlementaires reçus et à recevoir :</b>		
Budget des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	6 532	6 532
	<b>6 532</b>	<b>6 532</b>
Crédits de l'exercice précédent utilisés au cours de la période pour compléter des projets particuliers	-	43
Montant utilisé pour l'achat d'immobilisations amortissables	(332)	(374)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 578	1 751
<b>Crédits parlementaires constatés durant la période</b>	<b>7 778</b>	<b>7 952</b>

## 9. Droits d'entrée et des programmes

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>30 juin 2015</b>
Droits d'entrée – général	672	700
Droits d'entrée – expositions temporaires	88	193
Programmes	254	265
Adhésions	106	109
	<b>1 120</b>	<b>1 267</b>

## 10. Opérations auxiliaires

Les produits provenant des opérations auxiliaires se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Stationnement	173	183
Location des installations	127	159
Loyer de la boutique et de la cafétéria	60	83
	<b>360</b>	<b>425</b>

## 11. Apports

Les produits provenant des apports se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Apports et commandites en argent	235	225
Commandites en nature	80	71
Spécimens donnés aux fins des collections	-	4
	<b>315</b>	<b>300</b>

## 12. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
<b>Produits auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :</b>		
Droits d'entrée et des programmes	4	1
Opérations auxiliaires	16	-
Divers	38	42
	<b>58</b>	<b>43</b>

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
<b>Charges auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :</b>		
Coût du personnel	428	451
Impôts fonciers	453	221
Marketing et communications	8	6
Exploitation et entretien des édifices	2	2
	<b>891</b>	<b>680</b>

Les soldes auprès d'apparentés du gouvernement du Canada se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Dues de ministères et organismes gouvernementaux	215	527
Dues à des ministères et organismes gouvernementaux	1 265	449

### 13. Sommaire des charges par objets

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>30 juin 2015</b>
Coût du personnel	3 276	3 360
Amortissement des immobilisations	1 910	2 083
Exploitation et entretien des édifices	905	927
Impôts fonciers	776	526
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	684	702
Services professionnels et spéciaux	604	579
Marketing et communications	401	385
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	382	293
Expositions	346	318
Réparations et entretien	106	160
Frais de déplacement	64	87
Fret et transport	15	15
Spécimens aux fins des collections	4	191
Divers	101	89
	<b>9 574</b>	<b>9 715</b>

### 14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période de trois mois terminée le 30 juin 2016.

## RAPPORT DE GESTION

### Vue d'ensemble

Ces états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels vérifiés du Musée canadien de la nature pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 et avec le rapport de gestion inclus dans ce rapport financier trimestriel.

L'objectif primaire du Musée canadien de la nature est de maintenir son mandat national, tel que décrit dans la *Loi sur les musées*, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilité établi dans ladite loi et dans la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. À cette fin, le Conseil d'administration du Musée et la direction sont fermement engagés à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée d'une manière transparente et responsable, en optimisant la valeur de la contribution que le Musée apporte aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent son intention d'être une source importante de connaissances et de recherches en histoire naturelle pour les scientifiques et le grand public, contribuant ainsi à une perspective typiquement canadienne parmi les connaissances mondiales. En tant qu'institution scientifique, le Musée diffusera les résultats de cette recherche scientifique, contribuant ainsi à inspirer aux Canadiens des actions consciencieuses envers l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière, grâce à la réalisation de résultats mesurables et significatifs.

Assurer la viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies visant à gérer les pressions connues et anticipées. Une méthode de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en appui à la vision d'une institution nationale offrant au public un maximum de valeur et de service.

### Produits

Les produits pour les trois premiers mois de l'exercice s'élevèrent à 1 986 000 \$ ce qui représente une augmentation de 220 000 \$ ou 10 % par rapport aux 2 206 000 \$ des trois premiers mois de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des revenus liés aux expositions temporaires, en conformité avec le plan des expositions du Musée. L'exposition temporaire majeure de 2016, *Formidables dinosaures*, a ouvert ses portes le 11 juin 2016 alors que l'exposition temporaire majeure de 2015, *Animaux à corps ouvert* avait ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> mai 2015, d'où une baisse des recettes.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour les trois premiers mois de l'exercice s'élevèrent à 7 778 000 \$, comparativement à 7 952 000 \$ pour les trois premiers mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable à la variation dans le financement des immobilisations reporté.

### Charges

Les charges pour les trois premiers mois de l'exercice s'élevèrent à 9 574 000 \$, comparativement à 9 715 000 \$ durant les trois premiers mois de l'exercice précédent, soit une baisse de 141 000 \$ ou 1 % principalement en raison des coûts liés à l'acquisition des fossiles de « Judith » au premier trimestre de l'exercice antérieur.

Les charges liées aux installations représentent 47 % des charges totales. Les nouveaux systèmes de contrôle de l'environnement et l'espace supplémentaire qui doit être maintenu à l'Édifice commémoratif Victoria (ECV) exerce une lourde pression supplémentaire sur le budget de fonctionnement du Musée. Le Musée continue d'explorer d'autres mesures de réduction des coûts des installations et des mesures de contrôle afin de minimiser l'impact financier sur ses programmes.

## Résultats d'exploitation nets

Le résultat d'exploitation net pour les trois premiers mois de l'exercice était un surplus de 190 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à un décalage de la comptabilisation des charges des programmes d'éducation du public prévues plus tard dans l'exercice. Cette différence est compensée par des charges de 60 000 \$ attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

## État de la situation financière

### Actif

Le niveau de trésorerie de 9 614 000 \$ au 30 juin 2016 représente une augmentation de 1 170 000 \$ ou 14 % par rapport aux 8 444 000 \$ du 31 mars 2016. Cette augmentation est principalement attribuable à une différence de date dans le paiement des impôts fonciers liés à ECV, dont le règlement est prévu pour le deuxième trimestre.

Les immobilisations ont diminué à 187 671 000 \$ au 30 juin 2016 par rapport à 189 136 000 \$ au 31 mars 2016, principalement dû aux charges d'amortissement de l'ECV

### Passif

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés ont diminué à 793 000 \$ au 30 juin 2016 par rapport à 950 000 \$ au 31 mars 2016 en raison des crédits parlementaires affectés consacrés à l'acquisition d'immobilisations et les apports affectés dépensés pour les programmes d'éducation du public.

Le financement des immobilisations reporté a diminué à 171 940 000\$ au 30 juin 2016 par rapport à 173 154 000 \$ au 31 mars 2016, puisque qu'il est reconnu comme produit au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes.

### Déficit accumulé

Le déficit accumulé de 7 699 000 \$ au 30 juin 2016 est attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition. Ce traitement comptable gardera le Musée dans une position de déficit pendant de nombreuses années, en raison de la charge d'intérêt sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition qui est plus élevée dans les premières années que dans les dernières années du bail. En conséquence, le déficit accumulé afférent à ce traitement comptable commencera à s'inverser en 2019-2020, jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Cette situation n'affecte aucunement les mouvements de trésorerie ni la stabilité financière du Musée.

## ANALYSE DES RISQUES

Le Musée a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise conçu pour gérer efficacement et de manière proactive les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Le présent Plan d'entreprise établit six risques et stratégies d'atténuation connexes :

1. Risque que le bassin de donateurs restreint limite les ressources financières disponibles pour soutenir l'investissement requis pour la mise en œuvre initiale des initiatives stratégiques. Ce risque est atténué par un programme de prospection ambitieux, que mènent une équipe de professionnels de la collecte de fonds et un nouveau groupe de bénévoles dévoués et de membres du conseil d'administration.
2. Risque que le déficit structurel continue d'augmenter en raison des dépenses croissantes, telles que l'entretien des installations, les impôts fonciers et l'inflation en général. Ce risque est atténué par un examen constant des dépenses et la création de nouveaux centres de recettes.
3. Risque que les nouvelles compétences et responsabilités du personnel évoluent à un rythme différent de celui que requiert le modèle d'affaires de l'entreprise. Ce risque est atténué par un programme de gestion du rendement soutenu par l'accompagnement professionnel, la formation, des responsabilités claires et un suivi régulier des progrès par rapport au plan.
4. Risque que les systèmes informatiques ne soient pas disponibles ou mis à profit pour soutenir les objectifs organisationnels. Ce risque est atténué par un nouveau leadership, de nouvelles compétences en informatique et un plan informatique qui répond aux objectifs stratégiques du Musée.
5. Risque que le vieillissement du matériel de recherche altère la capacité du Musée d'attirer les talents ou partenaires de même que sa capacité d'accomplir les objectifs de recherche. Ce risque est atténué par l'investissement continu dans les équipements grâce à une réaffectation des ressources et à la collecte de fonds en appui à l'équipement de recherche et aux expéditions.
6. Risque qu'un nombre important d'employés sont admissibles à la retraite résultant dans la perte de mémoire corporative. Pour atténuer ce risque, le Musée a élaboré et surveille un plan de succession.